



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÛN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-015638 relatif au projet **de réaménagement du magasin SUPER U sur les communes d'Ambon et de Muzillac (56)**, déposé par la société SAS Dalian, reçu le 24 mars 2026 et considéré complet le 2 avril 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- déplacement de la station service, de la station de lavage et de l'aire de camping-car, comprenant la démolition des infrastructures existantes, le terrassement, le débroussaillage, la construction de nouvelles infrastructures et la réalisation des aménagements paysagers ;
- création d'un bâtiment de 763 m² d'emprise au sol ;
- réaménagement de 142 places de stationnement existantes, qui passeront d'un revêtement imperméabilisé à des pavés drainants, et création de 137 places supplémentaires de stationnement, pour une capacité totale de 666 places de stationnement après projet ;

Considérant la localisation de ce projet :

- sur le site du centre commercial existant, dont l'emprise foncière totale passera de 5,18 ha avant projet à 5,87 ha après projet ;
- sur un secteur où l'étude de saturation du parking existant atteint 80 % sur le créneau 11h00–11h59 en semaine et le samedi, atteignant un pic sur ce créneau le lundi à 89,5 %;
- au sein de la zone d'activité « espace littoral » ;
- sur plusieurs parcelles cadastrales situées (1) en zone d'aménagement commercial (ZACOM) « espace littoral destiné aux activités et équipements commerciaux » et (2) en « zone urbanisée à vocation commerciale correspondant à la zone d'activité de l'espace littoral », respectivement classés Uic par le plan local d'urbanisme (PLU) de Muzillac, approuvé le 16 mars 2017, et Ui1 par le PLU d'Ambon, approuvé le 28 février 2020 et dont la dernière procédure date du 12 avril 2024 ;
- au sein du périmètre de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur 9 « espace littoral » du PLU de Muzillac ;
- sur une emprise foncière réparties sur deux communes littorales, toutes deux intégrées au parc naturel régional (PNR) du Golfe du Morbihan ;

Considérant que :

- l'étude de saturation du parking ne justifie pas le besoin de création de 137 places supplémentaires de stationnement et n'étudie pas les possibilités de mutualisation des autres parkings existants au sein de la zone d'activité « espace littoral », induisant une absence de priorisation de l'évitement en terme de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) et d'artificialisation des sols, l'extension du projet au sud se réalisant en partie sur une prairie arborée ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :**Article 1^{er}**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de réaménagement du magasin SUPER U sur les communes d'Ambon et de Muzillac (56)** doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Article 2

L'évaluation environnementale aura pour objectifs spécifiques de répondre aux éléments d'analyse ci-dessus motivant la présente décision. Au-delà de ces objectifs spécifiques, l'étude d'impact, qui constitue le rapport d'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, devra démontrer la maîtrise de l'ensemble de ces incidences, de manière proportionnée, conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
#signature#

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :

Le recours est à adresser via la plateforme NOVAe, accessible à :
evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr

ou par courrier à

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

Mme la Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.

2026-015638 – réaménagement du magasin SUPER U sur les communes d'Ambon et de Muzillac (56) 4/4